



COMMUNIQUE DE PRESSE

« LA MISE A MORT DE LA DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES PAR LA COUR DES COMPTES, CONFIRMEE HIER PAR LE MINISTRE DE L'ACTION ET DES COMPTES PUBLICS, Gérald Darmanin »

« Sans aucune surprise (malheureusement), les annonces (à l'époque) « officieuses » dévoilées par le quotidien « les Echos » le lundi 9 juillet, bien que démenties immédiatement par le gouvernement sont bien devenues officielles.

En effet, hier mercredi 11 juillet, le Ministre de l'Action et des Comptes Publics, M. Gérald Darmanin a clairement décliné devant plus de 600 hauts cadres de Bercy sa feuille de route pour les années à venir.

Cela déboucherait sur une suppression de 20.000 emplois (sur les 103.000 restants à cette heure) d'ici la fin du quinquennat, voire, selon le Procureur Général de la Cour des Comptes (déclaration parue dans la presse le 28 juin) M. Jouhanet, d'un scénario « choc » mais plausible de 30.000 suppressions d'emplois à la DGFIP.

Soit entre 5.000 et 7.500 tous les ans.

Rappelons qu'en l'espace de 10 ans (chiffres officiels) la Direction Générale des Finances Publiques a, au niveau national, perdu 20.000 agents, soit 17 % de ses effectifs.

En Meurthe et Moselle, le constat est encore plus accablant.
Entre 2008 et 2018, les effectifs sont passés de 1.200 emplois à moins de 850 aujourd'hui.

Si l'on se projette sur les projets gouvernementaux, dans notre département ce serait plusieurs dizaines d'emplois qui seraient supprimés chaque année, pour atteindre plus de la centaine au terme des 4 années à venir.

Conséquences pour les usagers (confirmées hier par le Ministre) :

- 1) un accueil « physique » (réception à l'accueil, au guichet ...) qui devra disparaître.
Les réceptions ne se feront plus que sur rendez-vous (comme à la CAF, au Pôle Emploi, etc) ;
- 2) Toute autre démarche devra se faire via internet ou par téléphone ;
- 3) Le paiement des créances en numéraire sera, à terme, proscrit , sauf à passer par la Poste ou aller chez un buraliste (engendrant des frais bien évidemment) ;
- 4) pour mieux faire passer ce message, le Ministre annonce qu'il « promet de favoriser les territoires ruraux ».
Permettez-nous d'en douter au vu des fermetures de trésoreries sur tous le territoire ... ce qui oblige, de fait, les usagers à effectuer un trajet de plus de 30 kilomètres afin d'obtenir un renseignement ou simplement être rassuré d'avoir bien rempli sa déclaration en ayant face à lui un agent des services fiscaux formé à cela.

La CGT Finances Publiques, avec d'autres syndicats, sont allés à la rencontre des usagers pour discuter et connaître leurs attentes du service public que nous représentons.

Le verdict est sans appel (les chiffres sont têtus) : en l'espace de quelques demies-journées, sur divers sites du département (Nancy, Lunéville, Toul, Briey, Vandoeuvre, etc) nous avons récolté plus d'un millier de signatures de la pétition (copie en pièce jointe) intitulée : « Nous avons droit à un service public de qualité dans les centres des Finances Publiques ».

Ainsi, la CGT Finances Publiques affirme clairement qu'elle s'oppose ouvertement à cette nouvelle casse du service public.

Car :

- tout le monde n'a pas accès à internet ;
- tout le monde n'a malheureusement pas de carte bancaire ;
- les usagers veulent avoir un contact physique avec les agents des Finances Publiques pour les orienter, les renseigner dans de bonnes conditions et de manière non lucrative, plutôt que d'être renvoyés vers les guichets de la Poste ou vers des opérateurs privés (buralistes, avocats fiscalistes, etc ...)

Pour toutes ces raisons, la CGT Finances Publiques appelle les agents ainsi que les usagers à combattre ces propositions estivales du gouvernement et ce, dès cet été, puis bien évidemment à la rentrée.

Finances publiques, La CGT dénonce la suppression annoncée de postes aux finances publiques

Le ministre de l'action et des comptes publics, Gérard Darmanin a annoncé sa feuille de route le 11 juillet. Pour la CGT, la suppression de postes ne passe pas.

D'ici quatre ans, les agents des finances publiques pourraient voir leur effectif total amputé de 20 000 emplois à l'échelle nationale. « En Meurthe et Moselle, le constat est encore plus accablant. Entre 2008 et 2018, les effectifs sont passés de 1.200 emplois à moins de 850 aujourd'hui » précise la CGT. Avec ce nouveau coup de rabet, « ce serait plusieurs dizaines d'emplois qui seraient supprimés chaque année, pour atteindre plus de la centaine au terme des 4 années à venir » estime le syndicat.

L'ABEILLE HESDO Regional Grand Est
19/07/16 AP

KL

L'abeille

Hebdomadaire régional d'information - Meurthe-et-Moselle - Vosges - Meuse - Haute-Marne

Edition 54

fondé en 1837 - 181^e année

ADMINISTRATION > Social

La fin des trésoreries publiques ?

L'administration fiscale va « accélérer » au cours des prochaines années les fermetures de trésoreries publiques sur le territoire, dans le cadre de la restructuration du réseau annoncée par le gouvernement.

La Direction générale des finances publiques (DGFIP) est aujourd'hui « présente dans plus de 2 000 communes. Rien que ça, ça a un coût », a souligné hier Bruno Parent, directeur général, lors d'une rencontre organisée par le mouvement patronal Ethic.

Selon lui, « un mouvement assez ancien a été engagé pour fermer des structures, à un rythme qui localement suscite toujours des grands débats et des grandes difficultés, mais on l'a fait quand même. Or, ce mouvement va s'accélérer de manière à resserrer très significativement le nombre de nos implantations ».

Dans un rapport rendu public à la mi-juin, la Cour des comptes a appelé la DGFIP, deuxième plus grande administration civile de l'État avec 103 000 agents, à « ac-

célérer sa transformation pour réduire ses coûts ». Fermer des agences, « ce n'est pas si facile que ça, parce que vous avez une bonne partie des élus locaux qui en ont marre de voir les services publics désertier les zones rurales », a aussi souligné le directeur général.

Silence sur l'emploi

Le gouvernement a annoncé mercredi une réorganisation « en profondeur » de l'administration fiscale, avec une décentralisation « dans les territoires ruraux ou périurbains » de certains services aujourd'hui basés dans les grandes villes.

Dans le cadre de cette réforme, l'accueil sans rendez-vous dans les trésoreries devrait par ailleurs disparaître, tout comme les paiements en espèces : pour régler ses impôts en liquide, les contribuables devront s'adresser à La Poste ou aux buralistes.

Interrogé sur l'impact que ces réformes auront sur les effectifs, Bruno Parent a refusé de donner un chiffre, comme le ministre des



Les hôtels des impôts, une espèce en voie de disparition ? Photo Laurent THEVENOT/Le Progrès

Comptes publics Gérard Darmanin avant lui. « Nous sommes à peu près 100 000 aujourd'hui. Il y a quelques années, nous étions 35 000 de plus, donc on a déjà diminué les effectifs. Ça va continuer », a-t-il toutefois commenté.

Selon Les Échos, jusqu'à 20 000 postes d'agents publics pourraient être supprimés à la DGFIP sur le quinquennat, un chiffre contesté par le ministère. Le gouvernement s'est engagé à supprimer 120 000 postes de fonctionnaires au cours du quinquennat, dont 50 000 sur le périmètre de l'État.

ER 19/07/16 AP